

pu assurer son indépendance avec sa propre valeur; quand il s'est racheté de l'esclavage avec son propre sang, sans qu'aucun des puissans de la terre lui ait tendu une main amie pour l'arracher à ses tyrans; quand ce peuple, enfin, obligé de prendre de nouveau les armes pour défendre sa liberté, n'a reçu des aristocraties que des outrages et des marques de mépris, ce serait pour lui le comble de l'ignominie d'abdiquer le pouvoir et sa majesté entre les mains d'un roi, dont l'unique mobile serait de satisfaire avec les ressources du pays l'orgueil et la vanité de quelques individus isolés¹.

M. Baz termine cette magnifique imprécation en demandant ce que faisaient pour le Mexique les rois et les grands de l'Europe quand les habitans de ce malheureux pays, couverts de sang comme les gladiateurs antiques, luttèrent corps à corps avec les forces de l'Espagne pour assurer l'indépendance de leurs descendans?—La réponse est bien simple: ils calculaient froidement les avantages que pourrait recueillir le commerce de l'Europe de ses transactions avec les nouveaux gouvernemens.—Mais les Gutierrez Estrada de l'époque, que faisaient-ils?—Ils combattaient sous les étendards espagnols pour maintenir l'esclavage dans leur patrie et n'ayant pas de vertus à laisser à leur descendans, ils leur ont pieusement légué leur haine contre toute espèce de liberté.

Entre ces deux politiques dont l'une eut fait chérir de plus en plus le nom de nos compatriotes au Mexique, tandis que l'autre parviendra peut-être à l'y faire détester autant qu'il y était aimé, le gouvernement français trompé par ses agens a choisi celle qui paraissait convenir le mieux à ses aspirations personnelles. Ce fut une faute, à notre sens, une grande faute, qui le fit s'embarquer sans boussole sur cette mer orageuse de l'intervention; et s'il se refusa plus tard à ratifier les préliminaires de la Soledad, ce n'est pas comme la prétend le M. Billaud parce que ces préliminaires lui paraissaient contraires à la dignité de la France, mais parce qu'il avait engagé sa parole à des traîtres qui s'étaient joués de sa crédulité, et qu'en la retirant il aurait craint d'être accusé par eux de faiblesse ou de versalité.

1. Numéro 1921 du *Heraldo*.

BRUITS DE JOURNAUX.—MISSION D'ALMONTÉ.

Tandisque, au Mexique, on attendait avec tranquillité l'ouverture des négociations fixée au 15 avril, tant il y avait peu de doutes sur la ratification des préliminaires; à Paris, on ne négligeait aucun moyen de préparer l'opinion en faveur de la monarchie.

Dans ce but, le journal la *Patrie*, numéro de 2 février, annonçait à ses lecteurs, d'après une correspondance de Veraacruz, qu'il se formait au Mexique *un parti monarchique* très-sérieux; et le *Moniteur* lui-même, le grave *Moniteur*, insérait à la même date une correspondance de la sus-dite ville qui contenait entre autres, cette phrase significative: "Ce que désire, ce que demande LA PARTIE SAINTE DE LA POPULATION, c'est l'unité du pays sous une monarchie indépendante et constitutionnelle." C'est-à-dire, qu'après avoir prévu, ce cas dans les instructions données à M. Jurien de Lagravière: *Il pourrait arriver que la présence des forces alliées sur le territoire du Mexique déterminât LA PARTIE SAINTE DE LA POPULATION, fatiguée d'anarchie, avide d'ordre et de repos, à tenter un effort pour constituer dans le pays un gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui s'y sont succédé depuis l'émancipation; on se hâta, avant même d'avoir reçu officiellement la nouvelle de l'arrivée de l'expédition, de l'exploiter dans une correspondance dont les auteurs n'avaient pas même pris le soin de déguiser le plagiat.*

Aux yeux des correspondans anonymes de la *Patrie* et du *Moniteur*, comme à ceux de M. de Thouvenel, la population du Mexique était divisée en deux parties séparées l'une de l'autre par le cordon sanitaire de l'opinion monarchique. Tous ceux, sans exception, qui sympathiseraient avec les idées soutenues par les rédacteurs officiels

et semi officiels de ces journaux, quelques fussent d'ailleurs leurs antécédens et les crimes dont ils se fussent souillés, étaient à l'avance classés dans la PARTIE SAINE DE LA POPULATION; et pour qu'il ne restât pas de doute sur la valeur de cette dénomination, il était décidé que le gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui se sont succédé en ce pays depuis l'émancipation, n'était et ne pouvait être autre que le GOUVERNEMENT MONARCHIQUE.

On pourrait répondre à cela que les auteurs des correspondances dont il s'agit, aussi bien que celui de la note ministérielle, ne connaissent probablement pas la tentative essayée en 1821 par le général Iturbide, tentative dont nous avons parlé ci-dessus, et qui a échoué, en dépit du prestige personnel du libérateur et des services qu'il avait rendus au Mexique en le débarrassant des derniers liens qui l'enchaînaient encore à l'Espagne. Mais il n'y a, dit le proverbe pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, et nous préférons abandonner une discussion sans objet pour nous occuper des candidats désignés par l'opinion pour occuper le trône que les habiles se proposaient d'élever en ce pays.

Ces candidats étaient nombreux, comme on va le voir: trop nombreux même, car n'ayant qu'un trône à donner il était impossible de ne pas faire un grand nombre de mécontents. On citait publiquement les noms, du comte de Flandre, fils puîné du roi des Belges; des infans D. Juan et D. Sebastien de Bourbon; des fils de D. Juan, tous deux fort jeunes, et de la duchesse de Montpensier sœur de la reine d'Espagne. Mais celui qui paraissait avoir le plus de chance, celui qui, dès lors, était le seul sérieux, était l'archiduc Ferdinand Maximilien, frère de l'empereur actuel d'Autriche. On répétait hautement que M. Almonté était allé lui-même lui offrir la couronne, et le *Courrier du Dimanche*, dans son numéro du 1^{er} février, s'exprimait ainsi sur son compte:

“ L'idée de créer au Mexique un trône royal en faveur de l'archiduc Maximilien est de date moins récente qu'on ne le suppose généralement. Avant même que n'aient été faits les préparatifs sérieux de l'expédition mexicaine, le cabinet des Tuileries avait sondé les intentions de la cour de Vienne sur l'accueil éventuel qu'y rencontrerait

l'offre du trône mexicain pour un prince autrichien. Le cabinet de Vienne ne s'est pas montré fort empressé, quoiqu'on eût à cette époque soigneusement évité de parler de compensations.

“ Depuis quelques semaines seulement, on a délicatement touché à certaine connexité entre cette extension transocéanique du pouvoir autrichien avec la limitation de ses possessions européennes. On comprend que cette confirmation des soupçons que les offres françaises avaient dès l'abord fait naître à Vienne n'était point de nature à mieux disposer le cabinet autrichien. La candidature offerte à l'archiduc Maximilien continuait à y être accueillie très froidement.

“ On aurait cru alors devoir chercher, en sus du Mexique, une seconde compensation qu'on offrirait à l'Autriche, en Europe même, pour l'abandon qu'on lui réclamerait du côté des Alpes. On aurait eu de sérieux motifs pour croire que la Turquie ne se montrerait point intraitable si, contre une large indemnité pécuniaire et contre d'autres avantages, on lui demandait, dans l'intérêt de la paix européenne, la cession de l'Herzégovine.

“ Cette combinaison aurait eu quelques chances de réussir à Vienne. Mais les dernières nouvelles font supposer qu'ailleurs elles rencontreraient les plus grandes difficultés. Le cabinet de Saint-Petersbourg, qui avait si sérieusement pris à cœur l'affaire relativement minime de la Sutorina, ne donnerait jamais son assentiment à d'aussi importants changemens territoriaux dans les contrées basses-danubiennes. Il ne semble pas qu'on soit résolu à Paris et à Vienne de passer outre.

“ Nous ajouterons, comme dernière nouvelle se rattachant à cette question, que, d'après une dépêche de Vienne qui nous arrive à l'instant, le conseiller privé de l'archiduc Maximilien, M. Scherzenlechner, vient de partir pour le Mexique.”

Et la *Patrie*, loin de démentir ces bruits, se contentait au contraire de les enregistrer en les faisant suivre de la déclaration suivante:

“ Nous laissons au *Courrier du Dimanche* la responsabilité de ses informations. Nous ignorons si elles sont exactes, mais ce que

nous croyons pouvoir répéter, c'est que l'idée d'une combinaison qui consisterait à offrir à l'Autriche, en échange de la Vénétie, des dédommagemens territoriaux en Europe, n'est plus regardée comme impraticable, et qu'aujourd'hui les difficultés que signale ce journal et que nous connaissions, ne sont point considérées comme insolubles."

Dans un autre article publié à la même date et destiné, comme tous ceux qui paraissent alors, à préparer l'opinion, le même journal s'exprimait ainsi:

"La plupart des journaux espagnols ne seraient pas éloignés de prétendre que les affaires mexicaines intéressent moins la France et l'Angleterre que l'Espagne, et que c'est à cette dernière puissance qu'il appartient de jouer le principal rôle dans une intervention qui, bien que collective aujourd'hui, a été provoquée par le gouvernement espagnol.

"Ces journaux se trompent. La question mexicaine intéresse au même degré les trois puissances intervenantes. C'est là, certainement, l'opinion du gouvernement espagnol, et cette opinion repose sur des faits qu'un amour-propre exagéré n'arriverait pas à détruire.

"Les pièces diplomatiques du Recueil français ont suffisamment démontré, d'ailleurs, que la France avait à venger au Mexique des attentats à la personne de ses nationaux; qu'elle avait aussi à réclamer satisfaction d'actes de mauvaise foi commis par des agens du gouvernement de Juarez. L'Angleterre a, de son côté, les mêmes griefs ou à peu près: la cause est donc commune, comme la réparation doit l'être.

"Mais il y a au-dessus des intérêts personnels que les trois puissances ont mission de défendre collectivement, un intérêt politique et social qui justifierait au besoin l'intervention anglo-française et espagnole. La situation déplorable du Mexique inquiète l'Europe. Depuis longtemps le désordre qui règne dans toutes les Républiques de l'Amérique septentrionale a dû attirer l'attention du continent, et si c'est par le Mexique qu'une intervention des trois puissances européennes débute aujourd'hui, c'est que le désordre a pris dans le Mexique de déplorables proportions.

"La question mexicaine est donc à vrai dire une question européenne. L'Espagne, la France et l'Angleterre, en s'armant contre le gouvernement de Juarez ont eu raison de songer à poursuivre autre chose que la réparation de dommages partiels. Il s'agit de mettre fin à l'anarchie qui désole une riche contrée; il s'agit d'aider la population mexicaine à relever les ruines de son gouvernement. Pour accomplir cette tâche, la France et l'Angleterre ont les mêmes droits que l'Espagne, et l'Espagne aura les mêmes droits que l'Angleterre et la France à la reconnaissance du continent.

"En envisageant ainsi la question mexicaine, et il était difficile de l'envisager autrement, on comprend aisément comment la France et l'Angleterre ont été amenées à mettre en avant des noms de candidats futurs au trône du Mexique. L'intervention n'a pas, il est vrai, un caractère politique proprement dit. On a vu que les trois puissances avaient également écarté toutes les chances qui pouvaient assurer à l'une d'elles le bénéfice moral de cette intervention. Mais, par la force naturelle des choses, les trois puissances devaient être appelées à réclamer plus qu'une satisfaction pécuniaire. Borner leur action commune à cette seule satisfaction, eût été entreprendre une grande tâche sans l'achever.

"La population mexicaine, sera libre dans la manifestation de ses vœux, et on peut dire que le jour où elle se prononcera sera le premier, depuis longues années, où elle se sera sentie maîtresse de ses destinées. Mais dans la présence des troupes européennes, elle trouvera un appui considérable qui lui permettra de constituer sérieusement un gouvernement régulier.

"Quant au choix du chef de ce gouvernement il lui appartiendra, sans aucun doute. Toutefois, eût été encore ne remplir qu'à demi leur mission réparatrice, si les puissances n'avaient songé au préalable à chercher quel prince européen pouvait accepter un tel fardeau. Le nom d'un archiduc autrichien a été prononcé. Nous n'apprécierons pas encore cette candidature; nous devons constater seulement qu'elle paraît obtenir au Mexique, comme en Europe, l'adhésion commune. Le moment viendra où il y aura lieu d'examiner les conséquences que ce choix peut avoir.

“Ce qui nous semble dès à présent devoir plaider en faveur de la candidature de l'archiduc Maximilien, c'est que cette candidature fait bien ressortir le désintéressement des puissances intervenantes; ni l'Espagne, ni la France, ni l'Angleterre n'ont un intérêt immédiat à voir fonder dans l'Amérique septentrionale une dynastie issue des Hapsbourg. Que le projet se réalise, et après le Mexique, c'est l'Europe tout entière qui aura à applaudir à la création de cete monarchie. Constituée avec tous les élémens d'une prospérité durable, elle servira de modèle dans un pays que les révolutions intestines ont trop longtemps ravagé, pour que l'heure sonne bientôt où elles pourront échapper à la ruine.”

Enfin, pour enlever jusqu'au dernier motif de doute aux personnes qui pouvaient encore se rapaître d'illusions sur les véritables tendances de l'expédition, la *Patrie* du 6 février, publiait la nouvelle suivante, forgée sans doute dans ses propres bureaux, et que nous reproduisons pour montrer ce dont étaient capables, ces journalistes sans pudeur, pour égarer l'opinion de la France sur la question du Mexique:”

“Nous avons, par la voie de la Hayane, des dépêches de la Véra-cruz du 5 janvier. Elles nous apprennent un fait important :

“Le nombre des provinces disposées à adhérer au projet Almonté était à cette époque de dix-huit sur vingt et une dont se compose la confédération mexicaine.”

“On sait que le projet Almonté a pour but l'établissement au Mexique d'un gouvernement monarchique libéral. La situation du pays est telle, qu'on regarde comme certain que toutes les villes, sans exception, voteront en faveur de ce projet lorsque les trois puissances alliées auront annoncé par une proclamation adressée aux populations qu'elles sont décidées à faire respecter leurs vœux.”

Pour le coup la question avait entièrement changé de face.

D'abord on n'avait d'autre intention que celle de contraindre le Mexique à respecter les obligations contractées par son gouvernement avec les puissances étrangères : on avait donné dans ce but, aux re-

présentans de ces puissances, les pouvoirs nécessaires pour ouvrir à ce sujet des négociations avec le gouvernement mexicain, et comme il fallait tout prévoir, on avait mis à leur disposition des forces suffisantes pour contraindre, en cas de nécessité, les autorités locales à accepter l'ensemble des conditions qui devaient leur être imposées.

Puis on avait réfléchi que, peut-être, la présence des forces alliées sur le territoire du Mexique, pourrait déterminer LA PARTIE SAINE DE LA POPULATION, nous savons maintenant ce qu'on entendait par ces mots, fatiguée d'anarchie, avide d'ordre et de repos, à tenter un effort pour constituer dans le pays un gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui s'y sont succédé depuis l'émancipation, et l'on avait, en prévision de cet effort, donné pour instructions aux commissaires, de ne point décourager ces tentatives, mais aussi de ne rien faire POUR IMPOSER CE GOUVERNEMENT PAR LA FORCE.

Maintenant on affirmait ce qu'on s'était d'abord contenté de présenter sous la forme d'une simple hypothèse, et l'on annonçait magistralement au monde civilisé, *Urbi et Orbi*, avant même de savoir si l'escadre était arrivée à Veracruz, que dix-huit Etats sur les Vingt et un qui composent la confédération mexicaine, étaient disposés à adhérer au projet élaboré par M. M. Almonté, Gutierrez Estrada, Hidalgo, Muñoz-Ledo et consorts, et à remplacer la République par un gouvernement monarchique libéral.

Huit mois se sont passés depuis lors; huit grands mois pendant lesquels, si les prophètes de la *Patrie* avaient été de véritables prophètes, la République était menacée, à chaque instant, d'entendre sonner sa dernière heure, et nous en sommes encore à nous demander le nom d'un seul des dix huit Etats dont parlait le journal semi-officiel. Il y en a six que M. Almonté est arrivé au camp français, et dans le pays qui produit les palmes, il n'a encore recueilli que la honte qui s'attache partout au nom des traîtres et à la trahison. Mais avant d'aller plus loin, nous croyons nécessaire pour l'édification de ceux qui ne connaissent par le Mexique, d'esquisser en quelques mots la biographie de cet homme qu'on a osé représenter comme le seul capable de faire cesser ici la guerre civile.

M. Almonté (Jean Népomucène) est fils de l'illustre Morélos, un des héros mexicains fusillés en 1814 par les espagnols, pour les punir d'avoir pris les armes en faveur de l'indépendance de leur pays. Il n'avait pas encore dix ans, que son père, par une faiblesse dont le Mexique a depuis supporté toutes les conséquences, le nomma colonel dans l'armée de l'insurrection ; mais comme il était encore trop jeune pour remplir les devoirs de ce grade, le père avait coutume, avant de livrer bataille, de dire aux personnes chargées de prendre soin de l'enfant sur le quel reposaient toutes ses espérances d'avenir, de le conduire dans la montagne, en espagnol *Al monte*, d'où le nom lui est resté. Avant la mort de son père, tombé, comme nous l'avons dit, sous les balles de l'Espagne, il fut envoyé aux Etats-Unis pour y faire ses études. Il revint au Mexique après la fin de la guerre de l'Indépendance, et reçut d'Iturbide, à qui il fut présenté, en souvenir seul des services de son père, le glorieux martyr de cette lutte héroïque, la confirmation de son grade de colonel. Il ne tarda pas à se mêler aux affaires politiques, et appartint d'abord au parti libéral dans les rangs du quel il se fit remarquer par l'exagération de ses principes. Il réussit par ce moyen sous l'administration des généraux Guerrero et Victoria à occuper des postes importants, mais cela ne suffit pas à son ambition, et quand Bustamante, chef du parti réactionnaire, s'assit sur le siège présidentiel, il abandonna son ancien parti et devint partisan aussi ardent du gouvernement central qu'il avait été jusque là démocrate fougueux. Il fut en récompense nommé ministre de la guerre, mais sa conduite dans ce poste élevé fut telle, que le conseil départemental de Durango demanda sa destitution, et que le gouvernement, dont il était cependant un des membres influents, se vit dans la nécessité de frapper de nullité plusieurs de ses actes.

Ces excès amenèrent la chute de l'administration Bustamante, et M. Almonté, en voyant la cause de ses amis perdue, n'hésita pas un instant à trahir le parti conservateur comme il avait trahi une année auparavant le parti libéral. Il proclama donc cette même constitution fédérale qu'il avait aidé à renverser peu de temps auparavant et pensa, en agissant ainsi, conserver le portefeuille de la guerre. Mais il se trompait, et quand il se présenta à Santa-Anna qui venait d'être nommé dictateur, il comprit qu'il devait se résigner et se contenta de vivre dans la domesticité d'un homme qui ne l'estimait pas as-

sez pour lui donner un poste important. Il devint alors un véritable Protée politique ; s'attacha à tous les partis, les trahit tous ; cabala, intrigua, et mit tout en œuvre pour se frayer un chemin au fauteuil présidentiel, le rêve de sa vie. Il n'y réussit pas, mais on reconnut la nécessité de se débarrasser d'un pareil brouillon, et pour le faire honorablement, on ne trouva rien de mieux que de l'envoyer en qualité de représentant de la République à l'étranger.

Voilà, cependant, l'homme éminent que les commissaires français n'ont pas craint de présenter au Mexique comme le seul capable de donner la paix au pays. Il arriva à Veracruz le 1^{er} mars, en compagnie d'un autre traître, le général Haro y Tamariz et du fameux Padre Miranda, et se mit immédiatement en rapport avec le colonel García, pour lui proposer de méconnaître l'autorité constitutionnelle de M. Juárez, et de le proclamer, lui, Almonté, chef suprême de la République. Le colonel, justement indigné, remit la correspondance de M. Almonté au gouvernement suprême, et M. Doblado, convaincu du rôle que venait jouer en son pays le fils doublement bâtard de l'illustre Morélos, adressa la communication qu'on va lire à MM. les commissaires de France, d'Angleterre et d'Espagne, pour leur demander l'éloignement et non la remise de ce traître aux autorités mexicaines, ainsi que l'a prétendu M. Billaud dans sa réponse à M. Jules Favre.

“ Palais National, Mexico, 3 avril 1862.

“ Le soussigné, Ministre des Relations Extérieures de la République mexicaine, a l'honneur de s'adresser, par décision du citoyen président, à LL. EE. MM. les commissaires de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, pour leur manifester que le fait étant de notoriété irréfutable que MM. Juan N. Almonté, Antonio Haro y Tamariz, le Padre Francisco J. Miranda et plusieurs autres réactionnaires qui les accompagnent se sont présentés dans le pays, dans le but manifeste de soulever une nouvelle révolution et de provoquer des émeutes, le séjour de ces individus sur le territoire national et sur les points qu'ils ont choisis pour foyer de leurs conspirations est une menace criminelle contre la paix publique, objet principal des hautes puissances alliées aussi intéressées à sa conservation qu'elle est nécessaire au bien-être général et à l'heureuse solution des questions pendantes entre elles et la République.